

FFCK : L'EXPRESSION D'UNE SOUFFRANCE

Nous souhaitons porter à votre connaissance le mal-être d'une partie des Conseillers Techniques Sportifs (CTS) placés auprès de la FFCK. Les situations de plusieurs collègues sont particulièrement préoccupantes : Risques Psycho-Sociaux (RPS), de cas de souffrance au travail et de graves difficultés professionnelles qui sont relatives à des dysfonctionnements en matière de gestion des cadres de la fédération. Une partie de ces situations personnelles font l'objet d'un accompagnement du syndicat. Le ministère des sports est régulièrement tenu informé des problèmes rencontrés par les CTS placés auprès de la FFCK. Il semble aujourd'hui nécessaire que l'ensemble des représentants de la fédération soient aussi tenus informés de cette situation. Nous rappelons que ce collectif de cadres techniques est composé de femmes et d'hommes engagés totalement dans leur métier, avec passion et qui sont pour la plupart impliqués depuis leur plus jeune âge au sein de la « communauté » de payeurs.

Lors des élections fédérales de 2017, l'équipe élue et son DTN se présentaient avec l'intention de renforcer les responsabilités des élus fédéraux vis-à-vis de celles des cadres d'Etat, estimant qu'il y avait au sein de la fédération « un déséquilibre des pouvoirs ». A l'issue de ces deux mandats, force est de constater que cette intention s'est traduite par un certain nombre d'actions brutales et néfastes menées par la direction générale de la fédération vis-à-vis notamment du collectif des CTS. Le climat de travail au sein de la FFCK est devenu délétère, de nombreux cadres et contractuels ont été poussés à quitter leurs fonctions, d'autres sont mis à l'écart ou privés des missions dans lesquelles ils excellaient. Les pressions sont nombreuses et certains cadres souffrent sans soutien réel.

A huit mois des prochaines élections et à quatre mois d'accueillir les JOP de Paris, l'objectif est de porter un message d'alerte et surtout de nous inciter à nous projeter vers l'avenir. Il est urgent de faire évoluer les pratiques de cette fédération. Ces modifications doivent prendre en compte l'intérêt de la fédération mais aussi le bien-être au travail pour celles et ceux qui travaillent pour la fédération.

Nos demandes font échos à celles formulées, à la fois, par l'Inspection Générale (rapport sur le contrôle mené à la FFCK, rendu à la ministre des sports en septembre 2022) et par la commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements au sein des fédérations sportives (rapport publié en janvier 2024). Nous demandons :

- De dissocier les fonctions de Directeur Général (DG) et de Directeur Technique National. Cela mettra fin à une situation évidente de conflit d'intérêt et permettra au DTN d'exercer sa mission en conformité avec la réglementation du sport et de la fonction publique
- Qu'il soit mené au sein de la fédération une mission de prévention des RPS
- Que les conclusions et l'ensemble des préconisations faites par la mission de contrôle de l'Inspection Générale, menée courant 2022 au sein de la FFCK, soient partagés avec le collectif des CTS

De plus, suite aux conclusions des derniers travaux menés conjointement par le collectif des CTS et les agents des territoires à l'occasion du colloque des cadres techniques, nous demandons :

- Que soit mise en place une véritable stratégie de gestion du collectif des cadres techniques en cohérence avec les missions de chacun, l'expertise des cadres, les projets initiés et les moyens. Cette stratégie doit être définie collectivement, dans le respect du statut des CTS et du droit du travail. Cette stratégie doit permettre de faciliter le travail d'équipe.
- Que les problèmes de communication actuellement rencontrés au sein de l'organisation fassent l'objet d'une attention particulière et soient résolus. L'ensemble des informations et directives utiles aux agents dans la réalisation de leurs missions doivent leur être communiquées de manière systématique, en toute transparence.
- Les règles et principes de fonctionnement de l'ensemble de notre organisation doivent être clarifiés, partagés et respectés.

Afin de retrouver un climat de travail sain, il est nécessaire de rétablir la confiance entre la direction technique, les élus et le collectif des techniciens cadres d'Etat et salariés. La bienveillance vis-à-vis des ressources humaines doit être une réalité.

A quelques mois de l'ouverture des JOP, et dans la perspective de l'après JOP de Paris 2024, il nous faut retrouver une quiétude et un environnement sain pour tous, élus et CTS.